

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Conseil d'administration de l'ONUSIDA réitère son ferme attachement au mandat de l'ONUSIDA visant à mettre fin à l'épidémie de sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030

Les membres du Conseil soutiennent les mesures prises par l'ONUSIDA pour éclairer la réforme des Nations Unies visant à garantir les normes les plus élevées d'intégrité et de dignité au travail et invitent tous les pays à combler le déficit de financement de la riposte mondiale au VIH, y compris en complétant le financement de l'ONUSIDA.

GENÈVE, 29 juin 2018 - Lors de la 42e réunion du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA qui s'est tenue à Genève, en Suisse, du 26 au 28 juin, les membres du Conseil ont exprimé leur soutien à l'ONUSIDA et souligné le rôle crucial que l'organisation doit jouer pour mettre fin à l'épidémie de sida en tant que menace pour la santé publique.

Dans son allocution d'ouverture, le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, Michel Sidibé, a salué l'appui du Conseil et a réitéré l'importance de se focaliser sur les défis pour atteindre les engagements de l'initiative pour la mise en œuvre accélérée des interventions pour l'élimination du sida [2020 Fast-Track commitments](#) convenus par l'Assemblée générale des Nations Unies ; ainsi que de tirer parti des occasions qui se présentent. « Les 37 millions de personnes vivant avec le VIH aujourd'hui, ainsi que les 1,8 million qui pourraient contracter le VIH au cours de cette année, comptent sur nous. Le sida n'est pas éradiqué mais il peut l'être ; et à l'ONUSIDA, nous sommes pleinement engagés à mettre fin à l'épidémie de sida en tant que menace pour la santé publique ».

Le Conseil a demandé à l'ONUSIDA de continuer à renforcer les mesures communes et de collaboration au niveau des pays dans le cadre des efforts de réforme des Nations Unies. Les Membres ont également demandé à l'ONUSIDA de continuer à renforcer l'établissement de rapports de performance alignés sur les objectifs nationaux, en mettant l'accent sur les répercussions, les résultats et le recensement des domaines en retard ainsi que des difficultés et des approches pour les résoudre.

Le Conseil a encouragé les gouvernements donateurs à verser des contributions pluriannuelles, notamment au Cadre unifié du budget, des résultats et de responsabilité 2016 - 2021 dès que possible pour financer intégralement le budget de l'ONUSIDA pour la période 2018 2019 s'élevant à 484 millions de dollars. Au cours de la réunion, une importante annonce de financement a été faite à l'ONUSIDA par l'Australie, qui a confirmé qu'elle promettait des fonds supplémentaires de près d'un million de dollars pour la prévention du VIH dans la région Asie-Pacifique.

Les membres du Conseil ont exprimé leur soutien aux mesures mises en place par l'ONUSIDA pour lutter contre le harcèlement sur le lieu de travail. Le Conseil a pris note de l'engagement de M. Sidibé à diriger le changement quand il présentait les mesures anticipatoires en cours à

l'ONUSIDA pour prévenir le harcèlement sexuel, des comportements contraires à l'éthique sur le lieu de travail et toutes formes d'exactions.

Il a déclaré : « L'ONUSIDA prend des mesures concrètes pour garantir y ait zéro tolérance et impunité en cas de harcèlement et d'abus de pouvoir ». Et de continuer, « Je m'engage à assurer un milieu professionnel où tout le monde peut travailler avec respect et dignité ».

Les mesures comprennent un plan en cinq points pour veiller à ce que toutes les formes de harcèlement et d'abus de pouvoir soient promptement et efficacement ciblées et résolues, et que les victimes et les dénonciateurs soient protégés. L'ONUSIDA a également mis en place une ligne d'assistance téléphonique anonyme et confidentielle (Integrity Hotline), publié son nouveau Plan d'Action pour le genre 2018 - 2023 et appelé à la création d'un groupe d'experts indépendant sur le harcèlement pour fournir des recommandations politiques sur la manière dont l'ONUSIDA peut améliorer sa riposte et définir les domaines où la réforme est nécessaire. Le Conseil a accueilli favorablement la requête pour la mise en place d'un groupe d'experts indépendants et a rapidement pris des dispositions pour la formulation de son mandat. Le groupe fera rapport au Conseil, ceci pour garantir la totale indépendance de son suivi.

L'Association du personnel de l'ONUSIDA a fait une déclaration au Conseil pour souligner la volonté réelle et l'engagement du personnel à apporter des changements positifs. L'Association du personnel a également présenté les données d'un récent sondage auprès du personnel, dans lequel 89 % des membres du personnel ont répondu que leur motivation à venir travailler chaque jour repose sur leur engagement envers les objectifs de l'organisation.

Au cours de la réunion, le Conseil a suivi les exposés de plusieurs représentants de populations clés sur diverses problématiques, notamment le respect et la dignité dans l'utilisation de la terminologie, le financement et le soutien, des consultations constructives avec la société civile, le respect des droits de l'homme et l'égalité entre les sexes. En outre, des préoccupations ont été exprimées au sujet des besoins spécifiques et accrus des personnes déplacées dans les contextes humanitaires et des personnes en milieu carcéral.

M. Sidibé a invité la Première Dame du Panama et Ambassadrice spéciale de l'ONUSIDA pour le sida en Amérique latine, Lorena Castillo de Varela, à présenter au Conseil, son travail innovant sur la discrimination zéro.

Au dernier jour de la réunion, le Conseil a participé à une séance sur le thème, mettre fin à l'épidémie de sida et tuberculose en tant que menace pour la santé publique. Environ dix (10) millions de nouvelles infections de tuberculose surviennent chaque année et la tuberculose reste la principale cause de décès chez les personnes vivant avec le VIH, soit un décès lié au sida sur trois. Les participants ont discuté de la nécessité urgente d'intensifier les interventions communes pour faire face à la double épidémie de tuberculose et de VIH.

Des représentants des États membres des Nations Unies, d'organisations internationales, de la société civile et d'organisations non gouvernementales ont assisté à la réunion de trois jours, présidée par Anna Wechsberg, Directrice des politiques du Département du développement international du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ; avec pour Vice-Président, Cui. Li, le Vice-Ministre chinois de la Santé nationale et de la Famille ; l'Algérie étant rapporteur.

Le rapport du Directeur exécutif de l'ONUSIDA au Conseil et les décisions du Conseil peuvent être consultés à l'adresse <http://www.unaids.org/en/whoweare/pcb/42>.

CITATIONS

Nous sommes conscients des mesures prises par l'ONUSIDA pour renforcer les politiques de prévention et de prise en charge des incidents d'exploitation, d'exactions sexuelles et de harcèlement. Nous félicitons l'ONUSIDA et son directeur exécutif à cet effet.

Australie, Belgique, Canada, Danemark, Équateur, Finlande, France, Allemagne, Irlande, Japon, Liechtenstein, Luxembourg, Mexique, Monaco, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Suède, Suisse, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et États-Unis d'Amérique

Il est important d'être reconnaissant envers tout le personnel de l'ONUSIDA et des Coparrainants qui viennent travailler tous les jours pour mettre fin à l'épidémie de sida en tant que menace pour la santé publique.

Président du Conseil de Coordination du Programme

Nous souhaitons rappeler notre ferme attachement au mandat de l'ONUSIDA visant à mettre fin à l'épidémie de sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030 et à collaborer avec le Secrétariat et son personnel pour persévérer dans notre mission et surmonter les défis actuels.

Autriche, Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Suède et Suisse

Les États-Unis exigent pour leurs interventions concernant le VIH / sida, une ONUSIDA forte et dynamique. Pourquoi ? Parce que le Secrétariat doit s'exprimer avec autorité sur les difficultés que rencontrent les populations clés et les femmes dans le monde entier, pour garantir que les gouvernements auxquels il s'adresse abordent les problèmes essentiels auxquels les populations sont confrontées.

États-Unis d'Amérique

Nous réaffirmons notre soutien au rôle important de l'ONUSIDA dans l'orientation de la riposte internationale au sida et soutiendrons activement le processus visant à assurer un environnement inclusif sans tolérance pour toutes les formes de harcèlement au Secrétariat de l'ONUSIDA.

Nous tenons à souligner que le Programme commun reste un modèle unique aux Nations Unies et qu'il est bien formulé pour s'adapter aux changements nécessaires afin de concourir à l'atteinte des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030, conformément à la réforme du système des Nations Unies pour le développement, telle que présentée dans le Plan d'action commun.

France, Allemagne, Liechtenstein et Monaco

L'ONUSIDA a toujours été à la pointe du système des Nations Unies. Nous félicitons le Secrétariat de l'ONUSIDA pour ses réponses rapides et actives aux défis rencontrés et invitons

le Programme commun à continuer à agir en tant que défenseur de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes dans l'ensemble du système des Nations Unies.

Groupe d'observateurs de l'Amérique latine et des Caraïbes et membres du Conseil d'administration de l'ONUSIDA

Pour la région africaine, le VIH / sida reste une préoccupation majeure, avec une incidence socio-économique énorme. Nous avons accompli des progrès révolutionnaires au cours des dix dernières années et avons besoin de maintenir cet élan vers l'objectif très ambitieux mais réalisable de mettre fin à l'épidémie de sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030. Au fur et à mesure que nous avançons dans cette démarche, nous interpellons les membres du Conseil, et en fait, le monde entier, à ne pas perdre de vue cet objectif très important de l'ONUSIDA.

Groupe africain

En tant que pays de l'initiative de mise en œuvre accélérée des interventions pour l'éradication du sida (Fast Track country), nous apprécions les répercussions des interventions de cette organisation sur le terrain et interpellons donc toutes les parties prenantes à ne pas perdre de vue le rôle fondamental que joue l'ONUSIDA dans la riposte mondiale au VIH / sida.

Zimbabwe

Nous ne nous laisserons jamais de dire que la réduction des ressources consacrées aux programmes VIH et à la société civile n'est pas une question de fonds, mais de volonté politique, de responsabilité et de sauvegarde de vies humaines au premier rang des devoirs et responsabilités des gouvernements, avant la politique.

Organisations non gouvernementales d'Asie-Pacifique

C'est l'ONUSIDA que nous connaissons, avec ses prouesses et ses difficultés. Nous sommes un groupe de personnes engagées dans la riposte mondiale au sida et envers les populations que nous servons. Nous sommes fiers de nos réalisations. Nous reconnaissons le courage de nos homologues à tous les niveaux de l'organisation. Comme c'est le cas avec toute organisation, il persiste des domaines où nous pouvons et devons faire mieux. Quand nous circonscrivons des problèmes, nous formulons des solutions adéquates.

Association du personnel de l'ONUSIDA

[FIN]

Contact

ONUSIDA Genève | Sophie Barton-Knott | tél. +41 22 791 1697 | bartonknotts@unaid.org

ONUSIDA

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) guide et mobilise la communauté internationale en vue de concrétiser sa vision commune : « Zéro nouvelle

infection à VIH. Zéro discrimination. Zéro décès lié au sida. » L'ONUSIDA conjugue les efforts de 11 institutions des Nations Unies – le HCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'UNODC, ONU Femmes, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale. Il collabore étroitement avec des partenaires mondiaux et nationaux pour mettre un terme à l'épidémie de sida à l'horizon 2030 dans le cadre des Objectifs de développement durable. Pour en savoir plus, consultez le site unaids.org, et suivez nous sur Facebook, Twitter, Instagram et Youtube.